Des lettres de conventionnels à leurs concitoyens : une interface dans un processus de politisation réciproque

*Letters of the deputies to their fellow citizens: an interface in the process of
reciprocal politization*

Anne de Mathan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13641>

DOI : 10.4000/ahrf.13641

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 213-239

ISBN : 9782200929855

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Anne de Mathan, « Des lettres de conventionnels à leurs concitoyens : une interface dans un processus de politisation réciproque », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 381 | juillet-septembre 2015, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13641> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13641>

DES LETTRES DE CONVENTIONNELS À LEURS CONCITOYENS : UNE INTERFACE DANS UN PROCESSUS DE POLITISATION RÉCIPROQUE

Anne DE MATHAN

Les 128 lettres adressées par les conventionnels du Finistère – Claude Blad, Jacques Guermeur et parfois même l'ensemble de la députation – à leurs concitoyens, du début de la session jusqu'à la fin de l'an II, constituent une interface de politisation interagissant sur chacune des parties ainsi mises en relation, par-delà la distance géographique. Cette correspondance en cours de publication permet en effet d'observer les relations entre Paris et province, la constitution des identités politiques à l'Assemblée ainsi que les stratégies parlementaires, les sociabilités et la vie quotidienne des députés, ou encore les vecteurs de diffusion de l'information ou le rôle des émotions en politique, mais elle éclaire surtout les processus de politisation des électeurs et des élus. Elle révisé la vision simpliste selon laquelle le fil conducteur de l'initiative politique descendrait de Paris vers la province, des députés supposés plus politisés, vers une opinion publique que son ignorance et sa crédulité rendraient malléable à toutes les préconisations de ses élus.

Mots-clés : Finistère, Convention nationale, correspondance, sociabilité, vie quotidienne, politisation, for privé

Longtemps, l'historiographie de la Révolution Française, plus sensible à la thématique des groupes, des catégories sociales sinon des classes, n'a guère porté d'attention aux écrits du for privé, considérant l'échelle individuelle comme anecdotique et la démarche biographique désuète. À

la suite des monographies de Michel Vovelle sur *Joseph Sec*¹ et *Théodore Désorgues*², puis de la réédition des *Mémoires* de Louvet³, l'historiographie s'est rouverte à la dimension individuelle⁴ et aux ego-documents⁵, suscitant des réflexions méthodologiques sur l'usage de ces sources, à l'instar du numéro spécial des *Annales historiques de la Révolution française*, « Vivre la Révolution »⁶.

Le projet ACTAPOL⁷ a fourni l'occasion de redécouvrir dans le Finistère une correspondance importante, tant par son volume que par son intérêt, entre des députés de ce département et leurs commettants. Ces 128 lettres rédigées du 10 octobre 1792 au 2 août 1794 n'étaient certes pas inconnues. Dans un XIX^e siècle friand de témoignages sur l'époque révolutionnaire, l'historien Armand Duchatellier retranscrivit quelques lettres de Guermeur dans *La Patrie*, quotidien conservateur du Second Empire⁸ ; Armand Corre, médecin de marine ayant servi au Sénégal, à Madagascar et en Indochine, et terminé sa carrière aux Archives municipales de Brest, publia un échantillon de la correspondance de Blad dans la revue d'Aulard, *La Révolution française*⁹. Ces lettres méritent toutefois une

(1) Michel VOVELLE, *L'irrésistible ascension de Joseph Sec, bourgeois d'Aix*, Aix-en-Provence, Édisud, 1975.

(2) *Idem*, *Théodore Désorgues ou la désorganisation, Aix-Paris, 1763-1808*, Paris, Seuil, 1985.

(3) Jean-Baptiste LOUVET, *Mémoires. Quelques notices pour l'histoire et le récit de mes périls depuis le 31 mai 1793*, préface de Michel Vovelle, Paris, Desjonquères, 1988.

(4) Michel BIARD, *Collot d'Herbois. Légendes noires et Révolution*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1995 ; Pierre SERNA, *Antonelle, aristocrate révolutionnaire*, Paris, Le Félin, 1997.

(5) Par exemple, Arnaud-Jean MEILLAN, *Mémoires d'un proscrit*, [1823], rééd. Christian DESPLAT, Bordeaux, Olivier Bervialle, 1989 ; Roger BARNY, *Mes soliloques. Autobiographie rêvée du comte d'Antraigues*, Paris, CTHS, 2001 ; Anne de MATHAN, *Mémoires de Terreur, l'an II à Bordeaux*, Bordeaux, PUB, 2002 ; *Idem*, *Histoires de Terreur. Les Mémoires de François Cholet, et d'Honoré Riouffe*, Paris, Honoré Champion, 2014 ; Manon ROLAND, *Mémoires*, [1795], rééd. Paul de ROUX, Paris, Mercure de France, 2004 ; Jean-Clément MARTIN, *Sophie de Bohm, prisonnière sous la Terreur. Mémoires d'une captive en 1793*, Paris, Cosmopole, 2006 ; Paul BARRAS, *Mémoires* [1895-1896], rééd. Jean-Pierre THOMAS, Paris, Mercure de France, 2010 ; Michel BIARD et Philippe BOURDIN (dir.), *Robespierre. Portraits croisés*, Paris, A. Colin, 2012 ; Hervé LEUWERS, *Robespierre*, Paris, Fayard, 2014.

(6) Jean-Luc CHAPPEY, « La Révolution française dans l'ère du soupçon », *Cahiers d'Histoire*, n°65, 1996, p. 63-76 ; Anne de MATHAN, « Pour une autre histoire de la Terreur », *Au plus près du secret des cœurs ? Nouvelles lectures historiques des écrits du for privé en Europe du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, PUPS, 2005, p. 149-163 ; Natalie PETITEAU, *Écrire la Révolution. Les mémorialistes de la Révolution et de l'Empire*, Paris, Les Indes savantes, 2012 ; Numéro spécial des AHRF, « Vivre la Révolution », Annie DUPRAT et Éric SAUNIER (dir.), n°373, juillet-septembre 2013.

(7) ACTAPOL, projet ANR sous la direction de Michel BIARD, Philippe BOURDIN, Hervé LEUWERS.

(8) *La Patrie*, n° du 23 janvier au 7 février 1884, AD Finistère, 30 J 2.

(9) Armand CORRE, « Le procès de Louis XVI et la révolution du 31 mai d'après la correspondance de Blad, député à la Convention nationale, avec la municipalité de Brest », *La Révolution Française*, tome 29, juillet-décembre 1895, p. 539-564.

édition exhaustive et critique, en préparation, dont il s'agit ici de présenter les potentialités. Elles en disent en effet beaucoup — pourvu qu'on les exploite avec la circonspection critique qui s'impose — sur les relations entre Paris et province, la constitution des identités politiques à l'Assemblée ainsi que les stratégies parlementaires, les sociabilités et la vie quotidienne des députés, les vecteurs de la diffusion de l'information, le rôle enfin des émotions en politique, même si elles montrent surtout des processus de politisation où les élus ne sont pas seulement des passeurs de République à l'instar de leurs homologues auvergnats¹⁰, mais sont amenés à tenir compte des choix politiques de leurs électeurs.

Afin de montrer comment ces lettres adressées par les députés aux corps politiques locaux constituent une véritable interface interagissant sur chacune des parties en contact, il convient de présenter ces hommes et leurs écrits, puis de prendre la mesure de leurs choix à l'Assemblée au nom de fondements philosophiques différents chez ce montagnard – Jacques Guermeur – et ce girondin – Claude Blad –, avant de découvrir si le soin apporté à la diffusion de l'information génère ou relaie la mobilisation politique.

Des hommes et des mots

Des vies parallèles

Claude Blad qui appartient au monde intermédiaire de la bourgeoisie des talents et de la boutique, sensible aux aspirations réformatrices des Lumières, accueille favorablement la Révolution, dont il devient l'un des cadres provinciaux puis nationaux¹¹. Né à Brest le 28 août 1760, dans une famille d'apothicaires, lui-même commis de marine et franc-maçon travaillant dans la loge des *Élus de Sully* créée en 1786, il est de ces jeunes gens qui se fédèrent pour soutenir la cause du tiers état sitôt après la journée

(10) Philippe BOURDIN, « Une pédagogie de la République ? Les correspondances des députés auvergnats, entre Assemblée législative et Convention » ; Michel BIARD, Philippe BOURDIN, Hervé LEUWERS, Pierre SERNA (dir.), 1792. *Entrer en République*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 51-60.

(11) Prosper LEVOT, *Biographie bretonne*, Paris, Cauderan, 1852 ; Jean PASCAL, *Les députés bretons de 1789 à 1983* ; Paris, PUF, 1983 ; René CARDALIAGUET, *Le régicide brestois Claude Blad, proconsul de Quiberon*, Brest, Presse libérale du Finistère, 1937 ; Émilie CADIO, *Les députés du Finistère à la Convention nationale*, M1, Anne de MATHAN (dir.), Université de Bretagne Occidentale, 2008.

« des bricoles »¹², qui fait couler à Rennes, le 26 janvier 1789¹³, « ces premières gouttes de sang que la Révolution devait répandre »¹⁴. Envoyé à la fédération bretonne et angevine de Pontivy en janvier 1790, Blad y jure de « vivre libre ou de mourir », voulant être Français avant d'être Breton¹⁵. Membre de la société des Amis de la Constitution de Brest, dont il fut secrétaire et président, il est élu administrateur du département à Quimper en septembre 1791, puis deuxième député du Finistère le 6 septembre 1792 au second tour¹⁶. À la Convention, il gravite dans la nébuleuse modérée entourant les girondins. Dans le procès du roi, il se prononce pour la culpabilité de ce dernier, pour l'appel au peuple, pour la mort avec sursis. Dans l'intimité d'une conscience irréductible aux labellisations expéditives, Blad évolue entre le troisième et le quatrième appel nominal, puisqu'à la question de savoir s'il faut surseoir à l'exécution du roi, il répond par la négative¹⁷. Quand le groupe girondin, essayant les accusations conjointes d'une partie des sections parisiennes et des députés montagnards, se défend en tentant d'user à son profit des institutions d'exception, il vote pour la mise en accusation de Marat¹⁸ le 13 avril 1793. Il soutient le 29 mai 1793 la Commission des Douze chargée d'enquêter sur les massacres de Septembre. Il intervient assez peu – 21 prises de paroles –, et surtout dans des dossiers techniques présentés au nom du comité de Marine. Ses 93 lettres conservées aux Archives municipales de Brest et aux Archives départementales du Finistère¹⁹ ont été rédigées entre le 10 octobre 1792 et le 2 octobre 1793, veille de son arrestation, décrétée le 3 octobre 1793, en tant que l'un des 71 signataires de la protestation du 6 juin 1793. Libéré le 24 octobre 1794, il est réintégré à la Convention par le décret du 18 frimaire an III (8 décembre 1794). Blad adresse ses lettres à la municipalité de Brest et parfois à un de ses membres en particulier pour déjouer la surveillance du courrier. Il écrit ainsi le 1^{er} juin 1793 à Romain Malassis, héritier d'une dynastie d'imprimeurs, également franc-maçon, député sortant de la Législative,

(12) Métonymie désignant par leurs sangles de cuir les portefaix, ces hommes de main au service d'une noblesse obtuse qui prétendait, à l'instar du chevalier de Guer, « sabrer le tiers », c'est-à-dire les jeunes patriotes guidés par Jean-Victor Moreau.

(13) Michel DENIS, *Rennes, berceau de la liberté : Révolution et démocratie*, Rennes, berceau Ouest-France, 1989, p. 101 et sq.

(14) François-René de CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, [1848], rééd. Gérard GENGEMBRE et Pierre CLARAC, Paris, le Livre de Poche, 1999, p. 157.

(15) AD Finistère, 159 L 1.

(16) AN, C178/2.

(17) *Archives parlementaires* (désormais AP), LVII, p. 467.

(18) AP, LXII, p. 56.

(19) AM Brest, 2 D 23 et 10 L 32.

désormais maire de Brest²⁰, ou le 20 juillet à l'officier municipal Jean-Marie Raby, d'une famille municipale et négociante, beau-frère du député girondin des Côtes-du-Nord Julien Palasne-Champeaux²¹, ou encore à l'avocat Riou-Kersalaun.

Jacques Guermeur est également issu de la moyenne bourgeoisie provinciale, industrielle dans la marchandise et la judicature. Né le 21 avril 1750 à Quimper, d'un père marchand à Pont-Croix et de la fille d'un négociant de Quimper, il fait ses études au collège jésuite de Quimper, puis suit le cursus de la faculté de droit de Rennes²². Avocat au parlement de Bretagne en 1775, substitut du procureur du roi en 1786, puis procureur du roi à la sénéchaussée de Quimperlé en 1788, il s'engage dans les premières administrations révolutionnaires ; il est élu juge au tribunal civil du district de Quimperlé en octobre 1790, puis devient commissaire national près de ce même tribunal. Il franchit le cap de l'investissement national, et est élu député du Finistère le 9 septembre 1792²³. Il montre quant à lui des affinités avec le groupe de la Montagne à l'Assemblée, votant dans le procès du roi pour la culpabilité, contre l'appel au peuple, pour la mort et contre le sursis. Représentant du peuple en mission dans le Finistère et le Morbihan (9 mars 1793), pour le recrutement et le maintien de l'ordre dans ces zones troublées comme ailleurs par le tirage au sort, puis envoyé à l'armée des Côtes-du-Nord (19 avril 1793)²⁴, il est absent lors de la mise en accusation de Marat et du vote sur la Commission des Douze. Les 34 lettres que Guermeur prend soin d'adresser du 11 mars 1793 au 2 août 1794 au district de Quimperlé seront également publiées, ainsi que l'abondante correspondance de ce représentant en mission avec les administrations locales, la Convention et le Comité de salut public.

La députation du Finistère, composée de neuf représentants du peuple, adresse également des lettres à l'administration de son département. Parmi ces élus, on dénombre six girondins, dont Jean-René Gomaire, vicaire de l'évêque constitutionnel, et Augustin Kervélégan, homme de loi, tous deux décrétés d'arrestation le 2 juin 1793 ; mais aussi Alain Bohan, homme

(20) Anne de MATHAN, « Les insurrections girondistes de Bretagne en 1793 : premiers résultats », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 111, 2004, n°4, p. 29-42 ; Bruno BARON, *Élites, pouvoirs et vie municipale, 1750-1820*, Thèse, Université de Bretagne Occidentale, Philippe JARNOUX (dir.), 2012, p. 798-799.

(21) *Ibidem*, p. 814 et p. 816.

(22) Dominique WAQUET, « La bibliothèque de Guermeur, avocat finistérien, conventionnel. Montagnard ? » *AHRF*, 2015-2.

(23) AN, C178/2.

(24) Michel BIARD, *Missionnaires de la République. Les représentants du peuple en mission (1793-1795)*, Paris, CTHS, 2002.

de loi et Jacques Quéinnec²⁵, « julod »²⁶ (cultivateur et marchand toilier) des Monts d'Arrée, arrêtés avec Claude Blad à la suite du rapport d'Amar le 3 octobre 1793 ordonnant l'arrestation des signataires de la protestation contre l'arrestation des girondins. Des trois suppléants, le commis de marine Pierre Boissier, également proche des girondins, a siégé en remplacement de Kervélégan, après avoir participé au comité central de correspondance de Rennes puis au comité central de résistance à l'oppression formé à Caen lors de l'insurrection du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-du-Nord, de la Loire-Inférieure, de l'Eure et du Calvados. La députation finistérienne compte aussi des montagnards – le négociant Mathieu Guezno, souvent en mission avec son ancien condisciple du collège jésuite de Quimper, Jacques Guermeur – et, enfin, un député de la Plaine, Pierre Marec, également commis de marine, qui termina sa carrière comme inspecteur du port de Bordeaux sous l'Empire.

Paroles, paroles...

Afin de mesurer la fiabilité de ces lettres, celles-ci ont été systématiquement confrontées à la réalité du travail législatif, telle qu'elle est restituée dans les *Archives parlementaires*, et aux faits politiques advenus dans leur département. Ce croisement des sources permet de révéler les choix sélectifs des députés, qui évoquent tel sujet, mais édulcorent telle sombre réalité, quand ils ne taisent pas un élément embarrassant, pour des raisons sur lesquelles il conviendra de s'interroger. Des moments particulièrement cruciaux dans l'histoire politique des premières années de la République, et significatifs des engagements des uns et des autres, ont été privilégiés, tels que la comparution puis le procès du roi, les journées des 31 mai-2 juin et leurs conséquences, puis l'arrivée des représentants en mission dans le Finistère pour veiller à la répression des troubles.

Les mots pour se dire

Les épithètes que les députés se donnent en signant leurs missives livrent quelques renseignements sur leurs conceptions de leur mission parlementaire et du lien les unissant à leurs concitoyens. Dans une lettre de Quéinnec à la municipalité de Quimper, l'habit de représentant du

(25) Pierre-Nicolas TERVER, « Jacques Quéinnec (1755-1817), un élu républicain du Léon », *Bulletin de la Société Archéologique du Finistère*, tome CXLI, 2013, p. 555-586.

(26) Louis ELEGOËT, *Les Juloded. Grandeur et décadence d'une caste paysanne en Basse-Bretagne*, Rennes, PUR, 1996.

peuple paraît un peu grand à ce notable léonard, qui semble dépassé par l'historicité de sa mission et signe « votre ami » avant de se dire « député à la Convention nationale »²⁷. Claude Blad se déclare systématiquement « citoyen libre », répétant sa fierté de participer à une Révolution qui consacre la liberté politique des Français par la citoyenneté universelle décrétée le 10 Août²⁸. Mais il revendique aussi une totale imperméabilité aux pressions que pouvaient subir les députés, dans la complexité des stratégies parlementaires et des jeux entre barre et tribune. Cette mention, apparaissant à soixante-quatre reprises au bas de ses lettres, connaît des éclipses à partir du 15 mai 1793. Elle disparaît le 24 juillet, après l'arrestation des girondins le 2 juin, le rapport de Saint-Just contre ces derniers le 8 juillet, et le décret contre les administrateurs du Finistère le 19, murmurant une évidente dénonciation de l'évolution politique de la Convention.

Guermeur affiche au contraire une remarquable recherche dans la signature attentionnée qui termine chacune de ses lettres. La variation systématique du signifiant indique le soin apporté à la qualité des relations l'unissant à ses concitoyens, autant que les termes choisis pour décliner les différentes nuances du lien dans les registres de l'affection et du service : Guermeur se déclare ainsi « votre affectionné citoyen »²⁹, « votre concitoyen et sincère ami »³⁰, « votre ami, votre frère »³¹, « votre dévoué représentant et sincère ami »³², ou signe « avec une cordiale fraternité »³³. Se disant « avec un attachement qui n'aura d'autre terme que celui de mon existence, l'un de vos amis les plus vrais. »³⁴, il évoque encore « les sentiments réunis de l'amitié et de l'attachement le plus vrai et d'un dévouement sans réserve »³⁵. Au milieu de ces douces assurances, fréquentes sous la plume des représentants du peuple dès la Constituante³⁶, la formule montagnarde « salut et fraternité »³⁷ claque soudain comme

(27) AD Finistère, 7 J 88.

(28) <http://collection-baudouin.univ-paris1.fr/>, vol. 31, 10 août 1792. Voir Anne de MATHAN, « 1792, le transitoire et le provisoire. Les conséquences législatives de la chute de la royauté », colloque *La loi en Révolution, 1789-1795, Fonder l'ordre et établir la norme*, Pierre SERNA, Anne SIMONIN, Jean-Philippe HEURTIN et Yann-Arzel DURELLE-MARC (dir.), 12-14 septembre 2013, Archives Nationales et Université Paris 1, à paraître.

(29) AD Finistère, 100 J 585, 13 novembre 1792.

(30) *Ibidem*, 10 juin 1793.

(31) *Ibid.*, 24 juin 1793.

(32) *Ibid.*, 13 juillet 1793.

(33) *Ibid.*, 8 juin 1793.

(34) *Ibid.*, 15 juin 1793.

(35) *Ibid.*, 29 juin 1793.

(36) Timothy TACKETT, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1996.

(37) AD Finistère, 100 J 585, 22 juillet, 1793.

un étendard qui marque la distance éloignant au fil du temps le député montagnard des administrateurs girondistes mis sur la sellette. Conscient de la défiance que ses choix induisent, Guermeur semble vouloir l'atténuer, protestant d'« une continuation d'amitié et de dévouement »³⁸ et recourant à l'argument consolant de la stabilité pour se décrire fidèle à lui-même, refusant tout autre étiquette que celle de républicain : « Je serai toujours tel que vous l'avez vu, ami de l'ordre, ardent patriote et l'antagoniste le plus implacable des aristocrates quelconques, de quelque rôle qu'ils s'appellent : royalistes, fanatiques, anarchistes, factieux, intrigants, etc »³⁹.

Être député à la Convention

De fortes convictions

La correspondance des élus du Finistère frappe par le fait qu'elle exprime de fortes convictions, témoignant d'une évidente politisation, quoique d'intensité variable par-delà un unanime républicanisme. Le procès du roi constitue pour eux le moment de préciser leurs conceptions de la représentation⁴⁰. Oubliant que la Convention a aussi été réunie pour décider du sort de Capet, Quéinnec se déclare « intimement convaincu que nous ne pouvons, sans attenter à la souveraineté du peuple, accumuler sur nos têtes les fonctions de juges et celle de législateurs », et considère « que [leurs] pouvoirs, tout illimités qu'ils soient, se bornent à [leurs] fonctions de législateurs ». Comme de nombreux députés de tonalité girondine, plus timorés que les têtes de ce groupe, il refuse de participer à une justice politique : « Je me restreins en cette qualité à vous présenter des mesures de sûreté générale. Je vote pour la détention et le bannissement jusqu'à l'époque de la paix »⁴¹. Blad décrit en revanche un conflit intérieur entre le sentiment d'humanité pour la personne du roi déchu et le devoir de l'intérêt général auquel il donne la priorité : « Je n'ai pu, je vous l'avouerais, me défendre d'un sentiment involontaire de pitié, lorsque j'ai songé que le grand coupable était époux et père, mais, me rappelant bientôt que je devais à votre confiance le titre honorable de Représentant du peuple français, j'ai fait taire ma sensibilité pour prendre le stoïcisme d'un juge »⁴². Guermeur

(38) *Ibidem*, 26 juin 1793.

(39) *Ibid.*, 10 juin 1793.

(40) Michel BIARD (dir.), *Les représentations de l'« homme politique » en France*, Rouen, Publications des Universités de Rouen et du Havre, 2006, 96 p.

(41) AD Finistère, 7 J 88

(42) AM Brest, 2 D 23, 12 décembre 1792.

se montre plus encore animé d'un militantisme républicain dans sa relation avec ses concitoyens conçue comme pratique d'une pédagogie civique :

« Il est important, chers concitoyens, que nos frères apprennent tous quels sont leurs droits imprescriptibles à la liberté qu'ils viennent de recouvrer et qu'ils ne pourront consolider qu'en apprenant aussi aux tyrans que la puissance des nations sur les despotes est une autorité légitime, proclamée à la fois par la nature et la raison »⁴³.

Simple dans le regard posé sur lui-même et l'exposition de son opinion, Quéinnec révèle une foi analogue dans la supériorité politique et militaire du régime républicain :

« On parle de guerre avec l'Espagne, l'Angleterre et la Hollande. Les plus fameux diplomates et les personnes les plus éclairées en doutent et ne la craignent pas. Moi aussi, en mon particulier, je trouve que les têtes couronnées ont de quoi réfléchir sur cet article, qu'ils opposent des asservis à des hommes libres qui combattent pour le maintien de leur liberté, et je pense que le courage de ceux-ci doit l'emporter sur celui de ceux qui ne guerroient que pour consolider le trône chancelant des tyrans »⁴⁴.

Non seulement Blad approuve la comparution de Louis devant la Convention nationale⁴⁵, mais il assume totalement l'exécution de ce dernier et la leçon politique que la France républicaine donne à l'école de l'Europe :

« Louis n'est plus, sa tête, en roulant sur l'échafaud, a expié les forfaits du despotisme et donné aux tyrans de l'Europe un exemple terrible. Puisse-t-il leur apprendre que l'abus de l'autorité suprême conduit tôt ou tard les peuples au recouvrement de leurs droits et que si ces derniers peuvent longtemps s'assoupir dans les fers, leur réveil est fatal à celui qui voulut les asservir »⁴⁶.

Mais, par-delà ces certitudes républicaines, des lignes politiques distinctes apparaissent au sein de la députation du Finistère. La question de l'influence de Paris dans la république suscite des réponses tranchées chez le girondin Blad, qui assure tout uniment que « Paris n'est pas la république. Sa volonté est peu de choses en comparaison de la volonté

(43) AD Finistère, 100 J 585, 13 novembre 1793.

(44) AM Quimper, 7 J 88.

(45) AM Brest, 2 D 23, 12 décembre 1792.

(46) *Ibidem*, 23 janvier 1793.

nationale et nous saurons mourir avant que la France soit asservie. [...] Paris n'est qu'une très petite fraction de la république »⁴⁷. Il soutient Pétion avec une indignation qui signale la force d'une inclinaison tant politique que personnelle : « Pétion a réussi, par sa douce et persuasive éloquence, à ramener le calme. Il en a démontré la réussite. Et le lendemain, il a été injurié dans les feuilles qui se vendent à l'entrée de notre salle. Tel est le prix qu'obtient ici la vertu »⁴⁸. La dénonciation des pressions exercées par les sans-culottes parisiens sur la représentation, au nom d'une conception de la souveraineté populaire que Blad ne veut admettre, puisqu'elle penche vers la démocratie directe par le contrôle des élus, découle aussi d'une certaine peur pour soi. Blad redoute les mouvements populaires parisiens ; la répétition lancinante de la mention « Paris est assez tranquille »⁴⁹ indique à quel point il appréhende que ce ne soit pas le cas. Obnubilé par la crainte obsidionale d'un complot antirépublicain, il en égrène diverses variations aux fondements plus ou moins avérés, évoquant de « grands mouvements » et « des listes de proscriptions » dans le procès du roi, même s'il reconnaît qu'on « en disait autant à la dernière séance où Louis parut. Et néanmoins tout s'est passé bien tranquillement »⁵⁰. Au printemps, il assure qu'« on vient de découvrir un projet formé contre la Convention nationale dont les puissances étrangères veulent à quelque prix que ce soit la dissolution », et se réjouit que « cette nouvelle trame a été découverte »⁵¹, regardant comme certaines les accusations girondines imputant à leurs adversaires le projet de servir la contre-Révolution en organisant cyniquement l'anarchie. Vrai et faux s'entrelacent en cette ambiance électrique propice à l'éclosion de tous les fantasmes et à la radicalisation des positions politiques : « La commission des douze nous fit hier un rapport préliminaire sur le projet formé d'attenter à la représentation nationale, projet dont l'existence est aujourd'hui évidemment prouvée. Trois nuits ont été successivement désignées comme devant être l'époque du massacre. Quelques-uns même d'entre nous ont reçu des avis anonymes pour qu'ils eussent à se tenir sur leurs gardes »⁵². Blad ne se départit pas d'un optimisme caractéristique de la mentalité girondine jaugeant mal le rapport des forces politiques dans la capitale : « Il paraît néanmoins que ces projets abominables ne

(47) *Ibid.*, 21 décembre 1792.

(48) *Ibid.*

(49) *Ibid.*, 26 janvier 1793

(50) *Ibid.*, 26 décembre 1792.

(51) *Ibid.*, 22 mai 1793.

(52) *Ibid.*, 24 mai 1793.

s'exécuteront pas. L'esprit des sections s'annonce on ne peut mieux. [...] »⁵³. Il reprend une antienne maintes fois entendue, celle de la dénonciation du « despotisme proconsulaire des commissaires envoyés à Marseille »⁵⁴, les représentants du peuple en mission dans les départements, critiqués pour bouleverser la hiérarchie ordinaire des pouvoirs et propager la justification montagnarde des événements en cours.

Si Blad se flatte abusivement de la neutralité de son compte rendu, il prend soin de désigner les partis de façon allusive, comme dans sa description des journées des 26 et 27 mai :

« Lundi et mardi, l'assemblée a tellement été agitée que plusieurs bons citoyens ont désespéré du salut de la chose publique. Jamais le trouble n'a été si loin. Vociférations, provocations d'une partie de l'Assemblée. Huées, applaudissements, hurlements des tribunes. Menaces, insultes de la part du peuple. Tout a offert le spectacle le plus affligeant, le scandale le plus révoltant. Vingt députés se sont colletés au milieu de la salle. Menacée de la canne, une armée de femmes a tenu pendant quatre heures la salle bloquée. Quiconque ne siégeait pas dans un certain côté de l'assemblée ne pouvait sortir même pour satisfaire aux besoins de la nature »⁵⁵.

Il n'assume pas ses options politiques : « Je ne me suis permis aucune réflexion sur ce que je vous écris. Je vous laisse le soin de les faire. On pourrait croire les miennes dictées par l'esprit de parti, car telle est la situation de notre assemblée que de part et d'autre on ne peut manifester ses opinions sans encourir ce soupçon injurieux. Je vous renvoie donc aux papiers publics pour éviter tout reproche »⁵⁶. Dans ces difficultés à se dire d'un parti, ou à reconnaître l'existence d'un débat politique loin de l'unanimité rêvée face à la contre-Révolution, réside un trait bien connu de la mentalité révolutionnaire, un héritage peut-être de l'histoire religieuse marqué par l'exclusivisme d'une religion officielle et la hantise de la désunion dans la chrétienté, et de la culture moderne qui considère le factionnisme comme l'une des causes de la décadence des républiques antiques, de la première modernité italienne et des guerres civiles anglaises.

Pareille réticence se lit aussi dans la prose de Guerneur qui prétend ne connaître « d'autre parti que celui de la vérité, de la raison, de la justice »

(53) *Ibid.*

(54) *Ibid.*, 27 mai 1793.

(55) *Ibid.*, 29 mai 1793.

(56) *Ibid.*

et n'avoir « d'autre système que celui de la liberté et de l'égalité »⁵⁷, et rédige cette profession d'apolitisme :

« Je n'ai jamais connu l'art des intrigues ; quand j'ai entendu parler de partis, j'ai aimé à douter de leur existence ; quand j'ai vu des dissensions dans notre assemblée, j'en ai sincèrement gémi ; j'ai eu le bonheur de ne pas croire à des factions, ou du moins de ne pas croire qu'il y eût une faction assez puissante ou assez téméraire pour oser entreprendre de nous donner de nouvelles chaînes »⁵⁸.

Au fil des premiers mois de la République, Guerneur se révèle un montagnard pragmatique chez qui le sens de l'intérêt général l'emporte sur toute autre considération, par-delà ses évidents scrupules relatifs au 2 juin. Certes, l'indignation paraît vive face aux contraintes exercées sur la représentation :

« Il est démontré que la République est en danger imminent. Après les mesures très extraordinaires, très inconcevables auxquelles de coupables manœuvres ont entraîné ce qu'on appelle le peuple de Paris, dont la majorité est bonne ; après les mesures que de semblables procédés rendent comme nécessaires dans les autres sections de la République, qui ne sont pas moins que Paris des parties intégrantes du souverain, nous avons les plus grandes craintes à concevoir, si le faisceau des départements se sépare en parties brisées ; si un concert d'opérations n'assure pas le succès de celles que l'on dit déjà être commencées ; si les citoyens de Paris ne reconnaissent point qu'on les mène comme un troupeau servile à la voix de quelques agitateurs qui ne peuvent être que les agents du royalisme, du fanatisme et de l'anarchie, soudoyés par les despotes avec lesquels nous sommes en guerre ; si la Convention nationale ne saisit pas le premier instant qui peut se présenter, peut-être aujourd'hui en discutant le projet de décret, dont je vous envoie un exemplaire, pour reprendre sa dignité, pour se mettre en mesure de tirer une vengeance légale des attentats commis contre la liberté et, dans tous les cas, pour rendre et faire rendre justice tant à ceux de ses membres qui ont été dénoncés, qu'à leurs dénonciateurs eux-mêmes »⁵⁹.

(57) AD Finistère, 100 J 585, 10 juin 1793.

(58) *Ibidem*, 8 juin 1793.

(59) *Ibid.*

Quelques jours plus tard, Guermeur a évolué. Il s'indigne du délai de présentation du rapport d'accusation, mais décoche aussi un coup de griffe au projet présenté par un comité de Constitution dominé par les girondins en février dernier : « L'on doit nous présenter, aujourd'hui, soixante et quelques articles formant les bases de la constitution dont je vous ai, dans le temps, envoyé le plan, trop volumineux, trop rempli de détails purement législatifs »⁶⁰. La Constitution opère, chez ce député comme sur les deux millions de Français qui participent au référendum⁶¹, l'effet stratégique escompté de resserrement des rangs autour de ce qui leur apparaît l'essentiel, à savoir la construction du régime républicain :

« Je vous envoie [...] un exemplaire du rapport et projet sur notre nouvelle constitution que nous discutons actuellement et que nous terminerons, je l'espère avant la fin de la semaine prochaine. C'est, disais-je à ma femme dans ma dernière lettre, c'est une ancre que nous jetons dans une mer orageuse, au milieu de la tempête dont est battu un vaisseau de la république ; puisse-t-elle le sauver du naufrage en le raffermissant contre les flots irrités ! »⁶².

La Constitution restaure la loyauté républicaine à l'égard d'une assemblée qui remplit sa mission et refonde le lien national meurtri le 2 juin. C'est une ironie désenchantée qui caractérise la réaction de Guermeur au rapport de Barère, le 27 juin : « Il ne vous échappera point que le préambule de ce dernier décret et l'adresse aux Français supposent également que les 32 membres mis en état d'arrestation étaient tous des intrigants et causèrent tous les retards de la constitution et des nouvelles lois, tandis qu'on diffère le rapport les concernant, tandis qu'on ne particularise aucun fait contre plusieurs d'entre eux »⁶³. La même amertume sourd de son appréciation du rapport de Saint-Just le 8 juillet : « Quand vous verrez ce rapport qui sera envoyé à tous les départements et à toutes les communes, vous serez en état de juger si l'on a bien fidèlement suivi l'axiome qui ne permet pas d'accuser un représentant du peuple pour ses opinions politiques émises dans le sein du corps législatif en sa qualité de représentant du

(60) *Ibid.*

(61) Serge ABERDAM, *L'élargissement du droit de vote entre 1792 et 1795 au travers du dénombrement du comité de division et des votes populaires sur les constitutions de 1793 et 1795*, thèse sous la direction de Michel VOVELLE, Université Paris 1, 2001. Position de thèse, AHRF, 2002/1, n°327, p. 106-118.

(62) AD Finistère, 100 J 585, 15 juin 1793.

(63) *Ibidem*, 29 juin 1793.

peuple et dans les occasions et autres lieux où il l'a conservée »⁶⁴. Mais la satisfaction générée par la présentation de la constitution à la sanction populaire emporte tout chez Guerneur, qui considère que, « depuis l'envoi de l'acte constitutionnel, le *Bulletin* de la Convention peut être regardé comme le thermomètre assuré de l'opinion publique »⁶⁵.

Une vie de député

Les élus finistériens décrivent incidemment leur condition de députés. Blad valorise son statut de témoin d'événements remarquables comme l'exécution de Capet⁶⁶ : « Pendant que la tête de Louis tombait sous le glaive de la loi, nous décrétions les honneurs du Panthéon pour notre collègue Peletier. Il y sera conduit demain. On menace du même sort tous ceux qui ont voté la mort du tyran. Aussi ne marchons-nous plus sans pistolets ». Blad, qui n'a pas révélé ses votes aux Brestois, se range implicitement parmi ceux qui ont voté la mort. Sa description des funérailles de Le Peletier, député régicide de l'Yonne assassiné le jour de l'exécution, confirme que les sentiments d'émotion et de peur, la sensation de protagonisme⁶⁷ peuvent être vecteurs de radicalisation politique :

« La fête funèbre, ordonnée par David, était dans le style antique. Un cortège immense a accompagné jusqu'au Panthéon la froide dépouille du malheureux représentant. [...] Tout s'est réuni pour donner à cette pompe l'aspect le plus lugubre et le plus religieux. Le cadavre de Pelletier, nu sur un sarcophage élevé, a surtout produit beaucoup d'effet. Sa plaie ouverte et saignante encore, le fer homicide encore tout sanglant posé sur la poitrine, ses vêtements ensanglantés portés devant lui au bout d'une pique, le cyprès funèbre qui le suivait, l'air morne et consterné de tous les républicains formant le cortège, tout inspirait à la fois l'horreur, l'indignation et la douleur. [...] Nous avons terminé la fête funèbre célébrée en l'honneur de Pelletier par jurer sur son cadavre de sauver la Patrie ou de mourir »⁶⁸.

(64) *Ibid.*, 10 juillet 1793.

(65) *Ibid.*, 22 juillet 1793.

(66) AM Brest, 2 D 23, 23 janvier 1793.

(67) Haim BURSTIN, « Le protagonisme comme facteur d'amplification de l'événement », *L'événement*, Aix-Marseille, PUP, 1986, p. 65-74 ; *idem*, « La biographie en mode mineur : les acteurs de Varennes ou le « protagonisme » révolutionnaire », *RHMC*, 2010 – 1, n°57, p. 7-24.

(68) AM Brest, 2 D 23, 26 janvier 1793.

Le cœur chagrin à la pensée de ses concitoyens arrêtés ou destitués, et l'œil critique sur les pratiques de la Montagne au pouvoir, il reste sensible à l'esthétique néoclassique qui se dégage de la fête de la Fédération :

« [Elle] s'est passé tranquillement, la cérémonie à la fontaine de la Nature a été on ne peut plus intéressante, que le char à l'antique qui portait l'urne renfermant les cendres des héros morts pour la liberté était d'une beauté male. Vraiment majestueux, l'arc de triomphe était superbe. Enfin tous les accessoires étaient beaux. Mais le désordre du cortège rendait la marche peu agréable à l'œil. Et je ne vois pas que le but d'intérêt qu'on s'était proposé ait été rempli. La journée a été terminée par le simulacre du siège de Thionville. Le feu d'artifice a été très bien exécuté. Mais celui de la mousqueterie n'était pas nourri. Cette scène pantomime a été représentée au bas du Champ de Mars sur un vaste théâtre en terrasses »⁶⁹.

Guermeur livre de l'événement une vision toute politique et axée sur la concorde qu'il voudrait retrouvée d'un peuple uni par son civisme républicain :

« La fête du 10 août vient d'être célébrée de la manière la plus satisfaisante pour les amis de la liberté, de la paix et de la tranquillité. Un peuple immense, qui n'avait, pour le conduire, que sa propre volonté et son amour pour l'ordre, comblait d'applaudissements et de bénédictions les législateurs auxquels il doit les bienfaits d'une Constitution républicaine. L'acceptation de cette Constitution a été proclamée à quatre heures de l'après-midi sur l'autel de la Patrie environné de plus de 200 000 âmes »⁷⁰.

Quelques mois plus tôt, lorsque Blad imaginait, plein d'allant, sa carrière de député, il avouait certaines de ses ambitions déçues : « On vient de nommer une commission pour les ports. Nous espérons, Marec et moi être nommés. Le comité de Défense générale qui a été chargé de la nomination n'a pas jugé à propos de nous désigner. J'en suis d'autant plus fâché qu'en raison des connaissances locales que j'ai, j'aurais pu être utile et qu'à ce plaisir se serait joint celui d'embrasser des concitoyens que j'aime »⁷¹.

Il se montre assez disert sur la virulence des antagonismes dès les premiers mois de la Convention. Dans la discussion ouverte par une pétition

(69) *Ibidem*, 12 août 1793.

(70) AD Finistère, 100 J 585, 12 août 1793.

(71) AM Brest, 2 D 23, lettre du 32 janvier 1793.

du district de Brest réclamant la translation du chef-lieu du département de Quimper à Landerneau, il décrit bien les dynamiques d'assemblée que les *Archives parlementaires*, plus laconiques ou moins inventives, n'évoquent pas :

« Guezno est monté à la tribune, un papier à la main. J'ai sur le champ demandé la parole et je me suis placé à la tribune près de lui pour le rétorquer. Mais son papier, qui annonçait une préparation quelconque à la discussion, a d'autant plus déplu que l'importance ne semblait pas l'exiger. Il a été interrompu. J'ai profité de ce moment pour exposer en deux mots les principes sur lesquels était fondée la demande. Mais l'Assemblée, fatiguée d'une longue séance et peu nombreuse alors, n'a pas voulu prolonger la discussion et on a crié à l'ordre du jour. Un membre a voulu parler dans mon sens, il n'a plus été écouté. Jambon St André a parlé un instant après et a demandé l'ordre du jour motivé. Je l'ai interrompu en criant "Au revoir". Lanjuinais lors s'est levé et a dit "Citoyens, je vais faire cesser tous ces débats pour une proposition qui conciliera tout le monde". On l'a écouté et il a proposé alors le renvoi en comité et l'ajournement de la discussion à l'époque où le comité offrirait à l'Assemblée la nouvelle division de la république »⁷².

Entré au comité de Marine, Blad signale dans une forme lapidaire aussi signifiante que le fond, l'alourdissement de la charge de travail : « Il paraît que la guerre maritime est certaine. Nous avons maintenant comité tous les jours et nous sommes surchargés de rapports. En conséquence je vous prierai d'excuser désormais la brièveté de mes lettres »⁷³. Il souligne la part qu'il prend dans un travail législatif qui absorbe la totalité de ses jours sinon de ses nuits : « Sur un rapport que j'avais fait avant hier à l'Assemblée, la faculté d'armer en course a été décrétée. Je vais faire adopter aujourd'hui le modèle des lettres de marque. J'ai remis à Brissot, président du comité de Défense, la lettre par laquelle vous me faisiez deux demandes instantes. J'ai assisté à deux séances de ce comité et je n'ai encore pu obtenir de réponse. J'y retournerai ce soir après le comité de Marine. J'y ai rendez-vous à minuit »⁷⁴.

(72) *Ibidem*, 22 décembre 1792.

(73) *Ibid.*, 30 janvier 1793

(74) *Ibid.*, 2 février 1793.

Des liens personnels par-delà les clivages et les aléas politiques

Ces lettres contiennent des indications sur les sociabilités des députés de province à Paris. Blad, qui peut jouer auprès de Brissot l'intercesseur pour ses concitoyens, confirme, quand il précise : « Je vais rejoindre nos brestois pour aller chez Thomas Payne porter notre oriflamme »⁷⁵, le rôle central de l'Américain dans les réseaux de sociabilité girondine.

Certains députés jouissent dans ces correspondances d'un statut particulier. Blad admire Lanjuinais pour son humour⁷⁶, Grégoire pour son érudition⁷⁷, mais ne goûte pas la hauteur de vues de Sieyès⁷⁸. Il impute une grande influence à Barère dont il fait l'antichambre pour plaider la cause des administrateurs du Finistère : « Nous avons reçu avant-hier un courrier extraordinaire du département qui nous a annoncé la rétractation de cette administration et le rappel de la force armée. [...] Nous avons remis ces pièces au comité de Salut public. Barère nous a dit qu'il allait demander la suspension du décret d'accusation mais qu'il était inutile d'en demander le rapport, parce qu'on ne l'obtiendrait pas »⁷⁹. Ou encore : « L'acceptation de la constitution par les sections de notre ville a généralement fait plaisir ici. [...] Cette acceptation pourrait être favorable à nos administrateurs, pour lesquels Barère s'intéresse fortement, contre l'opinion de Robespierre, et en faveur de qui j'ai stimulé Gohier, ministre de la justice »⁸⁰.

Les habitudes de travail d'équipe, héritées des États provinciaux où l'infériorité numérique face à une noblesse pléthorique nécessitait pour les élus du Tiers préparation minutieuse des dossiers et mobilisation des réseaux, demeurent par-delà les clivages politiques, comme l'indique la lettre de la députation au département le 22 décembre 1792⁸¹, et même après l'entrée en rébellion du Finistère contre l'arrestation des députés girondins, comme le précise Guerneur : « En sortant de vous écrire ma lettre du 20, je me suis réuni avec mes codéputés et je signai avec eux une lettre, rédigée par Marec, par laquelle nous invitions le département à une rétractation »⁸². Guerneur, par cette mention « Gomaire me disait dimanche que [...] »⁸³, montre qu'il n'a pas craint de visiter ce député,

(75) *Ibid.*, 22 décembre 1792.

(76) *Ibid.*, 24 mai 1793.

(77) *Ibid.*, 31 juillet 1793.

(78) *Ibid.*, 26 janvier 1793.

(79) *Ibid.*

(80) *Ibid.*, 5 août 1793.

(81) AD Finistère, 19 J 13.

(82) *Ibidem*, 100 J 585, 22 juillet 1793.

(83) *Ibid.*, 26 juin 1793.

décrété d'arrestation et gardé chez lui. Blad indique aussi : « Je quitte mon courrier pour aller chez mes collègues »⁸⁴, ou encore : « Je vais en attendant voir mes collègues du Finistère et concerter avec eux les mesures que nous aurons à prendre pour tirer le meilleur parti de vos moyens de défense »⁸⁵.

Une interface de politisation

La dynamique des échanges

Les députés du Finistère diffusent soigneusement l'information, principale motivation de leur correspondance. Blad annonce que la guerre de course a été autorisée et qu'un rapport sur les lettres de marque, c'est-à-dire sur la réglementation de la production, se prépare⁸⁶. Il présente avec une prudence adaptée aux réticences supposées de ses électeurs, les décisions contre l'agiotage : « Dans le nombre des décrets rendus depuis mercredi, il en est un dont les dispositions vont peut-être alarmer le commerce tel que la loi contre les accaparements. Cependant, les progrès terribles que faisait ce genre de spéculations ont paru justifier aux yeux de plusieurs personnes les mesures de rigueur qui viennent d'être prises »⁸⁷. Sensible aux préoccupations du négoce et patriote, Blad ne manque pas de donner des nouvelles militaires plus ou moins exactes selon l'information dont il dispose lui-même, comme ici le discours de Barère du 26 juillet⁸⁸ :

« Les dernières nouvelles de la Vendée ne sont pas satisfaisantes. On ne connaît point encore les détails de la nouvelle affaire. Ce qu'il y a de certain c'est que nous avons été battus et que beaucoup des nôtres ont mis bas les armes. On dit le général Menou tué. En revanche nous avons eu quelques succès à l'extérieur. Nous avons battu les Espagnols qui s'étaient retranchés sur la hauteur de Maldebar »⁸⁹.

Guermeur transmet des documents confirmant le rôle qu'il se donne de passeur de révolution. Il envoie au district de Quimperlé cinq exemplaires des projets de décrets dans le procès du roi et la copie d'une lettre du Comité de sûreté générale⁹⁰, ainsi que la lettre qu'il a adressée à la société populaire

(84) AM Brest, 2 D 23, 26 août 1793.

(85) *Ibidem*, 28 août 1793.

(86) *Ibid.*, 2 février 1793.

(87) *Ibid.*, 7 juillet 1793.

(88) AP, LXIX, p. 553-555.

(89) AM Brest, 2 D 23, 27 juillet 1793.

(90) AD Finistère, 100 J 585, 13 novembre 1792.

et à cette commune. Il indique qu'il fait passer des papiers par sa femme, après que la liberté du courrier a été suspendue⁹¹, puis signale la reprise des expéditions habituelles : « Je vous envoie, comme à l'ordinaire, les *Bulletins* de la Convention »⁹². Afin de détourner ses concitoyens de la rébellion et de retremper leur sens de l'intérêt général, il leur adresse l'opinion de Lindet sur les députés proscrits⁹³, puis un ouvrage sur les moulins à bras, *Le manuel du canonnier* avec des planches et le rapport de Barère contre les girondins⁹⁴, ainsi que *L'art du militaire*⁹⁵.

Petits arrangements avec la réalité

Une correspondance implique des choix sélectifs de la part de l'épistolier qui ne peut rendre compte de toute l'actualité en discussion à l'Assemblée. La confrontation entre les lettres des députés et les *Archives parlementaires* permet de pointer de menus écarts, dont le sens n'est cependant pas toujours aisé à comprendre, d'autant que le relevé des interventions parlementaires se révèle imparfaitement exhaustif. La lettre de Boissier et Marec aux officiers municipaux de Brest rend ainsi compte d'une intervention de Bréard qui n'est pas plus signalée dans les *Archives parlementaires*, que celle de Boissier pourtant confirmée par Blad⁹⁶ : « le C^{en} Bréard a pris un intérêt particulier à la cause de vos malheureux collègues. Et que lorsque nous les défendîmes dans la séance du 9 de ce mois, il nous appuya avec toute la chaleur et tout le zèle dont il est capable »⁹⁷.

Les omissions commises par les députés ne s'inscrivent pas forcément dans un processus rationnel relevant d'une décision délibérée ; il peut s'agir d'un choix, lié à la masse d'informations brassées en séance et au faible temps libre dont ils disposent, ce que mentionne Blad : « Je ne puis vous écrire davantage »⁹⁸. L'importance du débat sur le sort de Philippe Égalité et l'acrimonie des tensions parlementaires à propos de l'influence de la commune de Paris dans la vie politique nationale l'empêchent peut-être de rendre compte du rapport de Romme présenté le 20 décembre 1792 sur l'instruction publique⁹⁹. Mais il paraît difficile de saisir pourquoi Blad,

(91) *Ibidem*, 15 juin 1793.

(92) *Ibid.*, 29 juin 1793.

(93) *Ibid.*, 27 juillet 1793.

(94) *Ibid.*, 7 août 1793.

(95) *Ibid.*, 12 août 1793.

(96) *Ibid.*

(97) AM Brest, 2 D 23, 28 août 1793.

(98) *Ibidem*, 22 décembre 1792.

(99) *Ibid.*, 21 décembre 1792.

qui vient d'évoquer le débat sur l'organisation du ministère de la Guerre, passe sous silence la discussion sur celui de la Marine, les rémunérations et les effectifs des ports, autant de questions qui intéressent évidemment les citoyens de Brest¹⁰⁰ ; pourquoi l'avocat Guermeur, qui exprime dans ses lettres une foi en la justice tout juste égalée par l'amour pour la liberté et l'espoir placé dans le régime républicain, ne rend-il pas compte de l'important rapport de Cambacérès sur le projet de code civil ? Ces angles morts résultent peut-être des aléas de la conservation archivistique.

Blad, qui se trompe sur l'un des deux noms, a pu enfin, en annonçant à ses concitoyens l'envoi dans le Finistère de deux représentants en mission, vouloir édulcorer une réalité peu favorable au département un moment rebelle : « Sur le rapport de Barère [...] il a été décrété que Bréard et Duroy se rendront à Brest, comme commissaires, pour y maintenir l'ordre, vérifier les hôpitaux et expulser du port de Brest les gens suspects et les malveillants »¹⁰¹. Mais les *Archives parlementaires* décrivent la mission de Bréard et Tréhouart comme étant bien plus étendue, consistant à « y rétablir l'ordre dans toutes les parties du service de la marine, visiter les hôpitaux, vérifier les magasins, surveiller les arsenaux et la sûreté du port, ramener les citoyens égarés, et destituer en tout ou en partie les fonctionnaires publics de tout genre, prévaricateurs ou rebelles à la loi »¹⁰².

La radicalité n'est pas forcément où l'on croit ¹⁰³

Un des lieux communs des accusations montagnardes voudrait que les girondins aient, par leurs correspondances, embrigadé les provinciaux sous l'étendard fédéraliste. Certaines lettres ont certes joué un rôle déterminant dans les insurrections départementales¹⁰⁴ : celle de Vergniaud à la société des Amis de la liberté et de l'égalité de Bordeaux – « Hommes de la Gironde, levez-vous ! »¹⁰⁵ –, ou celle de Gensonné chargeant de ses adieux le président du département de la Gironde le 2 juin 1793¹⁰⁶. Mais les lettres des députés du Finistère révèlent un processus inverse, dans lequel les élus doivent réagir pour ne pas être éclipsés par leurs électeurs.

(100) *Ibid.*, 30 janvier 1793.

(101) *Ibid.*, 28 août 1793.

(102) *AP*, LXXIII, p. 20.

(103) Sur la radicalité, voir le n° 357 des *AHRF*, *Radicalités et modérations en Révolution*, septembre 2009, et notamment Pierre SERNA, « Radicalités et modérations, postures, modèles, théories. Naissance du cadre politique contemporain », p. 3-19.

(104) Anne de MATHAN, *Girondins jusqu'au tombeau. Une révolte bordelaise dans la Révolution française*, Bordeaux, Sud-Ouest Éditions, 2004.

(105) *AD Gironde*, 12 L 8, 5 mai 1793.

(106) Aurélien VIVIE, *Histoire de la Terreur à Bordeaux*, Bordeaux, Féret, 1877, t. 1, p. 227.

Blad rend ainsi compte d'une députation brestoise à la Convention, le 23 décembre, dont il assure qu'elle « a été applaudie des tribunes mêmes, qui cependant n'y étaient pas flagornées. Elle a fait plaisir à tous les bons patriotes »¹⁰⁷. Cette députation conteste le raisonnement qui tente d'amalgamer la ville de Paris à la cause de la Révolution afin de laver le sang de Septembre dans celui d'Août ; rivalisant d'ardeur révolutionnaire, les Brestois rappellent les journées rennaises de la pré-Révolution et posent d'abruptes questions sur l'égalité politique et l'exercice de la souveraineté :

« On se présente à votre barre avec le titre imposant d'hommes du 14 juillet : ce titre est beau, sans doute ; mais s'il fallait ici faire valoir l'ancienneté des nôtres, ne pourrions-nous pas nous appeler aussi, nous, les hommes du 27 janvier 1789 ? C'est de cette époque que date le soulèvement qui peut-être a donné au reste de la France le signal de l'heureuse insurrection à laquelle nous devons notre liberté. Mais nous ne sommes pas venus ici pour réclamer une vaine préséance sur des frères dont nous avons admiré la valeur, dont nous avons partagé les périls, et que nous aimons à la vie à la mort. Nous nous bornons à vous faire observer un fait : les 48 sections viennent vous faire connaître le vœu des habitants de cette ville immense ; mais quelle est l'importance de ce vœu ? Paris a-t-il oublié qu'il n'est que la quatre-vingt-quatrième partie de la République ? D'ailleurs, ce vœu qu'on ose ici vous offrir comme celui de la majorité des habitants de Paris, en est-il vraiment l'expression fidèle »¹⁰⁸ ?

Ils montrent ce faisant que la rhétorique résonnant toute des échos des grands exemples antiques de dévouement républicain jusqu'à la mort n'est pas l'apanage des seuls députés¹⁰⁹, mais imprègne sans doute une large part de l'opinion publique. Reste que la veille, Gomaire, Marec, Guezno, Bohan, Guermeur, Kervélégan, Queinnec et Blad ont écrit ensemble à leur département afin de dénoncer « l'état de fluctuation et d'anxiété où se trouve la Convention nationale et auquel elle est réduite par le fait des agitations d'une cinquantaine au plus d'hommes pétulants secondés par des tribunes non respectueuses et ennemies de la liberté des opinions. Une cabale qui va toujours dénonçant, calomniant, criant et hurlant contre tout ce qui est droit, juste, régulier et conforme à l'ordre, est elle-même dénoncée comme n'étant composée que de gens naturellement enclins à l'aristocratie,

(107) AM Brest, 2 D 23, 22 décembre 1792.

(108) AP, LVII, p. 390

(109) Michel BIAUD, *La liberté ou la mort. Mourir en député (1792-1795)*, Paris, Tallandier,

et comme tels très suspects d'avoir formé le complot liberticide, soit de rétablir Louis XVI sur le trône, soit d'accélérer sa mort pour substituer, sous une dénomination quelconque, un autre dominateur à un tyran ».

Les députés en appellent alors leurs concitoyens à une action nationale : « Vous aviserez en conséquence aux moyens provisoires et définitifs que vous suggérera votre sagesse, en ne perdant point de vue qu'un député n'est pas le représentant d'une seule section de la république, mais le représentant de la république entière à laquelle il appartient »¹¹⁰. Les représentants du Finistère qui ont sans doute rencontré les Brestoïsi arrivés à Paris, et pris connaissance du discours dont ils étaient porteurs, tentent donc de jouer leur partition dans la mobilisation de leur département, afin de ne pas apparaître dépassés par une base plus radicale qu'eux. Ils réagissent *in extremis* pour cautionner et canaliser un processus auquel ils semblent étrangers, à savoir la levée d'une deuxième force départementale, après celle qui a contribué à la prise des Tuileries au 10 Août. Cette mesure, les administrateurs du Finistère en discutent en effet depuis octobre ; ils l'arrêtent le 11 décembre 1792¹¹¹ et l'annoncent à leurs frères des 83 départements le 15 décembre¹¹², soit une dizaine de jours avant la lettre de leur députation. La décision a été donc prise bien avant que les députés fassent mine de la suggérer, par une base plus radicale que ses représentants.

De même, au moment de la montée des périls pour les girondins, Blad ne souffle pas sur les braises départementales, mais opère un retrait de l'arène politique. Par des formules gênées, c'est un double refus qu'il oppose aux demandes brestoises :

« Votre intention sans doute est d'être utile, et vous n'y réussirez qu'en retranchant les désignations nominatives des individus ; il ne faut plus aujourd'hui parler des hommes, il ne faut songer qu'aux choses et surtout quand on adresse quelques réflexions à la Convention nationale, il faut se garder d'y jeter quelques nouveaux ferments de discorde et ne pas s'exposer au reproche d'écrire pour tel ou tel parti ; [...] Je ne pourrais pas, comme vous m'y invitez, lire moi-même l'adresse, mais je choisirai pour cette lecture un bon lecteur du bureau. Toutes les fois que je pourrai vous être utile, je vous prie de ne pas m'épargner »¹¹³.

(110) AD Finistère, 19 J 13, 22 décembre 1793.

(111) *Ibidem* 3L3.

(112) *Ibid.*, 100 J 312.

(113) *Ibid.*, 10 L 32, 22 mai 1793.

Blad qui cherche à éviter d'apparaître trop proche des girondins menacés, s'abstient après le 2 juin de tout commentaire dans son annonce des faits : « Chers concitoyens, je n'ai que le temps de vous écrire quatre mots. Depuis l'arrestation des 34 membres de la Convention, Paris est dans le plus grand calme. Un silence morne règne dans cette vaste cité. On interprète diversement cet état de choses. J'attends les événements pour [me] prononcer »¹¹⁴. Blad qui n'entend plus courir ou faire courir aucun risque, prétexte la maladie pour justifier l'interruption de sa correspondance : « Accablé par la fièvre qui s'est emparée de moi, depuis douze jours je ne pus écrire. Et comme il n'y avait rien d'intéressant, je ne chargeai pas Raby de me suppléer »¹¹⁵. Après le décret contre les administrateurs du Finistère le 19 juillet, l'indisposition reprend Blad qui, après de brèves nouvelles militaires, conclut : « La fièvre m'empêche de vous en dire davantage »¹¹⁶. Ce n'est donc pas la prudente correspondance de Blad qui a poussé les administrateurs finistériens à l'insurrection.

Guermeur en revanche ne ménage pas sa peine pour influencer sur ses concitoyens vertement mis en garde sur leurs choix relatifs à l'organisation du referendum qui pourraient les exposer à l'accusation de fédéralisme et les mettre en contradiction avec leur intention de défendre la liberté politique : « Outre les inconvénients [...] qu'il y aurait à ce que quelques administrateurs s'abstiennent de convoquer les assemblées primaires pour délibérer sur l'acceptation de l'acte constitutionnel, il y aurait une autre observation à faire : c'est que ce serait violer, usurper la souveraineté du peuple »¹¹⁷. Après le décret contre les administrateurs du Finistère, il indique au district de Quimperlé la marche à suivre, avec une autorité cassante : « Je me suis réuni avec mes co-députés et je signai avec eux une lettre, rédigée par Marec, par laquelle nous invitions le département à une rétractation. [...] Que l'on use donc de célérité pour envoyer le tout au comité de Salut public et que l'on ne manque point d'en aviser la députation »¹¹⁸.

Ces députés du Finistère n'ont donc pas initié le soulèvement de leur département, même s'ils ont paru un moment cautionner la levée d'une force départementale. Cette mesure est même rendue inutile et néfaste aux yeux de Guermeur par la promulgation de la Constitution. Toute généralisation quant aux relations d'influence réciproque des députés sur

(114) AM Brest, 2 D 23, 5 juin 1793.

(115) *Ibidem*, 20 juillet 1793.

(116) *Ibid.*, 24 juillet 1793.

(117) *Ibid.*, 13 juillet 1793.

(118) *Ibid.*, 22 juillet 1793.

leurs départements demeure toutefois hasardeuse, car celles-ci s'inscrivent dans des processus liés à des contextes locaux précis et des personnalités diverses.

Cette correspondance révèle donc son intérêt à plus d'un titre. Elle rappelle que, dans cette députation marquée par la diversité politique, les appartenances ne sont pas clairement affichées ni peut-être mêmes conçues, de la part de députés qui révèlent un niveau intermédiaire de politisation et se disent républicains plutôt que girondins ou montagnards.

Ces textes illustrent aussi le séisme qu'a constitué le 2 juin et ses lendemains, qui a mis en péril l'unité et l'indivisibilité de la République et, face aux méthodes de la Montagne, a suscité une profonde réticence y compris de la part de députés qui se montrent par ailleurs fidèles serviteurs de la République en l'an II, en tant que représentants en mission aux armées ou dans les départements sur le front de la contre-révolution bretonne, après que la Constitution de 1793 a donné l'illusion d'une refondation du lien national, lequel tient en l'an II surtout à la force du patriotisme.

Ils prouvent à quel point, pendant la première année de la République, devient problématique le statut de Paris dont les dirigeants du mouvement populaire entendent faire fructifier l'intervention du 10 Août. Les massacres de septembre demeurent, comme en permanence retinienne, dans le champ de vision de ces députés, plus ou moins impressionnés par une image fantasmée, génératrice d'un sentiment de terreur produisant une radicalisation de réaction comme chez Blad, ou une assez fine conscience des instrumentalisation en cours, comme chez Guermeur, qui permettront de susciter, cautionner et utiliser la mobilisation populaire contre les députés de certains départements au sujet desquels existent les plus vives préventions. Après que l'impression a été ordonnée par la Convention, de la retentissante adresse des Brestois contre les divisions intestines de l'Assemblée, le 23 décembre 1793, Basire tente d'envenimer le débat pourtant clos, en suggérant l'existence d'un complot tramé par toute la députation du Finistère qui en égarerait l'opinion : « Que les députés du Finistère nous disent ce qu'ils ont écrit à leurs commettants, et nous aurons le fin mot de l'énigme »¹¹⁹. La pique ne se plante pas, mais la tactique de l'imputation d'une responsabilité des girondins dans la politisation jugée délétère des provinciaux commence de se construire, comme le montre cette adresse « à ceux de mes collègues qui ne sont qu'égarés », où

(119) *AP*, LV, p. 371.

Antoine-Sauveur Boucher, député de Paris, jette ces soupçons le 15 janvier 1793 :

« Permettez, citoyens, que je me reporte à la formation de la Convention, et que je vous rappelle l'esprit de prévention que plusieurs d'entre vous ont manifesté à cette époque contre les Parisiens, qui, depuis 1789, ont été constamment les surveillants de la liberté. Certes, ce n'est pas la correspondance des Jacobins qui a préparé cet esprit de division [...] qui a corrompu l'esprit public dans les départements [...] ; il existait donc déjà un plan tout formé de contre-révolution, et des bureaux en activité pour la propager. Rappelez maintenant ces dénonciations scandaleuses [...] ces motions insidieuses et désorganisatrices, proposées par les chefs du parti monarchiste [...] ; voyez ces adresses incendiaires qui nous sont rapportées par les départements du Finistère, du Calvados, de la Gironde et le triomphe qu'elles obtiennent par l'impudeur de la majorité de la Convention¹²⁰ ».

Après l'arrestation des girondins et l'échec de l'insurrection du Finistère, Charles Belval, sous-chef au port à Brest, compromis dans l'évasion des députés girondins fugitifs, plaide l'erreur induite par la correspondance des députés, afin de minimiser ses propres responsabilités et le sens de ses engagements. Ainsi dénonce-t-il aux représentants du peuple en mission à Brest « les lettres des députés Kervélégan, Blad et Gomaire, [qui] avaient alarmé le Finistère sur le destin de la Convention¹²¹ ». Le montagnard Baudot qui connaît pourtant bien le dossier pour avoir été en mission en Gironde en l'an II, se laisse guider par sa haine des girondins en inventant des taxinomies fantaisistes, et reprend ce refrain dans ses mémoires rédigés sous la Restauration :

« Le fédéralisme politique s'étendait depuis Nantes jusqu'à Toulon, en suivant la ligne par La Rochelle, Bordeaux, Toulouse, Nismes, Montpellier, Marseille et Toulon ; il comprenait les villes et leurs territoires. Il existait dans plusieurs villes un fédéralisme civil entretenu par la correspondance des députés attachés à ce parti, en sorte que les administrations agissaient dans un sens opposé à celui de la Convention »¹²².

(120) AP, LVII, p. 137.

(121) AD Finistère, 19 J 6.

(122) Marc-Antoine BAUDOT, *Notes historiques sur la Convention nationale*, Paris, D. Jouaust,

Or, il appert de l'état actuel de la documentation que les courriers de Blad et Guerneur ne constituent pas un canal d'information et d'influence fonctionnant en sens unique, mais bien une interface où contacts, échanges et champs de force agissent dans les deux sens. Le fil conducteur de l'initiative politique ne descend pas autoritairement de Paris vers Brest, Quimper ou Quimperlé, partant des députés qui seraient plus mobilisés vers une opinion publique que son ignorance et sa crédulité rendraient réceptive, malléable et toute prête à suivre aveuglément les préconisations de ses élus. Ces représentants du Finistère sont au contraire amenés à composer avec la mobilisation des administrations locales, pour tenter de l'orienter, la contrôler, l'excuser ou la réduire. La politisation de l'opinion ne semble donc pas en l'occurrence un processus centrifuge initié par ces députés. La déconstruction de cette vision simpliste d'une politisation descendante du haut vers le bas, battue en brèche par les apports récents de la science politique¹²³, révèle comment l'historiographie des girondins s'est parfois contentée de paraphraser les réquisitoires de l'an II, se condamnant à l'inintelligibilité des dynamiques historiques à l'œuvre dans la première République et à la répétition mémorielle des conflits politiques d'alors.

Reste, dans l'exemple de la politisation du Finistère, à examiner comment d'autres éléments jouent leur partition et notamment les journaux¹²⁴ qui transcrivent et commentent les débats nationaux, faisant le succès de certains bonheurs d'expression à la tribune, comme le fameux mot d'ordre de Lasource — « Il faut que Paris soit réduit à un quatre-vingt-troisième d'influence comme chacun des départements »¹²⁵. Il faudrait aussi faire la lumière sur le rôle ambigu joué sur place par les agents troubles du Conseil exécutif comme Royou dont les agissements amènent l'administration du Finistère à ordonner l'arrestation : un élément à charge qui ne manquera

(123) Par exemple Lionnel ARNAUD, Christine GUIONNET (dir.), *Les frontières du politiques. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR, 2005 ; Christine GUIONNET et Christian LE BARS, « Conflit et politisation : des conflits politiques aux conflits de politisation », *La politisation. Conflits et construction du politique depuis le Moyen-Age*, Rennes, PUR, 2010, p. 67-90 ; Laurent LE GALL et Michel OFFERLÉ, *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, PUR, 2010.

(124) Gomaire a abonné le département du Finistère au *Journal des Débats* (AD Finistère, 100 L 312, 2 octobre 1792).

(125) *AP*, LII, p. 130, 25 septembre 1792.

pas d'être utilisé, dès mars 1793¹²⁶, à l'encontre d'un département peut-être coupable en premier lieu d'avoir disputé, le 10 Août, la vedette à Paris.

Anne DE MATHAN
Université de Bretagne occidentale
Faculté des lettres, 20 rue Duquesne, 29238 Brest cedex 3
anne.demathan@univ-brest.fr

(126) *AP*, LIX, p. 600.